Extrait du compte rendu de la 281e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (La Haye, 4 novembre 1965)

Légende: Lors de la 281e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 4 novembre 1965 à La Haye, les délégations interviennent sur le développement des relations Est-Ouest. Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Michael Stewart déclare qu'il est difficile d'évaluer les véritables intentions des pays de l'Europe de l'Est. En ce qui concerne l'Union soviétique, il revient sur les problèmes internes de l'URSS, dont les difficultés économiques et agricoles et le conflit avec la Chine. Quant aux autres pays de l'Europe orientale, il voit une réelle volonté de ces pays d'entrer en pourparlers avec l'Ouest. Le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères Michel Habib-Deloncle remarque cependant qu'il ne voit aucune évolution en ce qui concerne la politique des États de l'Est vis-à-vis de l'Allemagne. Il souligne, en outre, qu'il n'y a pas eu d'avancement dans les discussions sur le désarmement.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 281e réunion du Conseil de l'UEO (tenue au niveau ministériel) La Haye, 4 novembre 1965. II. Consultation politique. CR (65) 17. pp. 7-10; 17-19. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). http://www.anlux.lu. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1963, 01/10/1963-30/11/1965. File 132.15. Volume 1/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:
http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_281e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_la_haye_4_novembre_1965-fr-d34b9ece-32cc-4d37-a775-2eac650a83dd.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

DOSSIER No.

CR (65) 17

SECRET

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 281sr REUNION

DU CONSEIL DE L'U.E.O. (TENUE ~~IE~~ AU NIVEAU MINISTERIEL)

LA HAYE, 4 Novembre 1965

Président : M. LUNS

II. CONSULTATION POLITIQUE

1. Relations Est/Ouest

Après avoir rappelé que plusieurs hommes d'Etat des pays membres ont eu récemment l'occasion d'avoir des contacts directs avec des dirigeants de pays d'Europe orientale, le PRESIDENT invite le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni à prendre la parole.

M. STEWART déclare qu'il est toujours difficile d'évaluer la pensée et les intentions véritables du Gouvernement soviétique ou des gouvernements des pays communistes de l'Europe orientale. Il essaiera néanmoins de rendre compte des impressions que son Gouvernement a pu retirer des récentes conversations. MM. Kossyguine et Brejnev se sont déclarés déterminés à maintenir le principe de la direction collective et à ne plus permettre à un seul homme de dominer comme l'avait fait Khrouchtchev. Il est permis d'être un peu sceptique à ce sujet, car la même chose avait été dite après la disparition de Staline. Parmi les

SECRET

www.cvce.eu

problèmes économiques internes qui préoccupent le régime, il y a celui de savoir quel est le pouvoir des gens qui, à Moscou, essaient de planifier l'économie, et quel est celui de ceux qui, dans les usines et les entreprises, s'appliquent à étudier la demande et les besoins du public. Le Ministre rappelle que la toute première constitution de l'Union soviétique contenait une clause disposant que l'une des fonctions du gouvernement central serait de créer un système de comptabilité approprié. En d'autres termes, les auteurs de la constitution voulaient assurer que cette économie, où presque tous les moyens de production étaient socialisés et qui était centralement planifiée, réponde aux besoins réels du public et produise des biens en quantités nécessaires. Depuis lors, ce problème paraît n'avoir jamais été résolu et les réformes actuellement à l'étude semblent viser une fois de plus à transférer le pouvoir vers la périphérie, vers ceux qui dirigent les entreprises. Le problème de la production agricole, aggravé récemment par une mauvaise récolte, préoccupe également le Gouvernement soviétique qui arrêtera tôt ou tard sa politique concernant la collectivisation de l'agriculture. Durant sa récente visite en Pologne, le Secrétaire d'Etat s'est entretenu de cette question; il a appris que le Gouvernement soviétique avait critiqué le faible degré de collectivisation de la Pologne dans le domaine agricole. Le Gouvernement polonais estime que les Russes tendent à considérer ce problème d'une façon trop théorique, au détriment des besoins pratiques de l'agriculture. Le Gouvernement soviétique se préoccupe également de problèmes culturels et de ce qu'il appelle la mauvaise attitude idéologique des jeunes. Un des traits assez inquiétant de cette préoccupation est la campagne visant à améliorer l'image de la police secrète; cependant il n'est pas question de rendre à celle-ci la place qu'elle occupait du temps de Staline. L'impression d'ensemble qui se dégage est donc celle d'un gouvernement encore assez incertain de ses politiques intérieures.

.../...

www.cvce.eu

Quant à la politique extérieure du Gouvernement soviétique, le conflit avec le Gouvernement chinois en est l'aspect le plus important. D'une façon générale le Gouvernement chinois semble se réjouir de la tension tandis que le Gouvernement soviétique la déplore, et il est apparu récemment que l'attitude plus prudente de Moscou a commencé à porter ses fruits. La Chine paraît avoir perdu du terrain parmi les pays afro-asiatiques. Sa propagande trop agressive en Afrique n'a pas payé, et sa volonté évidente d'envenimer le différend indo-pakistanais n'a pas été bien accueillie par nombre de pays asiatiques. Au contraire, l'U.R.S.S. a essayé d'empêcher le conflit de s'aggraver et elle paraît préférer éviter de prendre une position tranchée. Cette passivité dans les affaires mondiales, illustrée par la position qu'elle a prise aux Nations Unies au sujet des responsabilités du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en matière de maintien de la paix, peut se rapprocher d'une conception semi-marxiste du déterminisme historique, du point de vue selon lequel l'histoire est en marche de sorte qu'il n'est pas nécessaire de prendre position de façon très nette ou très constructive devant tel ou tel problème particulier. M. Stewart pense que tôt ou tard le conflit avec la Chine obligera l'Union soviétique à envisager de se rapprocher de l'Occident, mais ne pense pas qu'elle ait encore atteint ce point. Il recherchera avec intérêt, lors de sa visite à Moscou à la fin de novembre, quelle est l'attitude actuelle des Soviets à l'égard de l'Occident.

Quant aux autres pays de l'Europe de l'Est, M. Stewart s'est rendu récemment en Pologne, M. Thomson, ministre d'Etat, en Bulgarie et en Roumanie, tandis que M. Janos Peter, ministre des affaires étrangères de Hongrie, est venu en visite à Londres. L'impression qu'il a retirée de ces contacts est qu'il existe un très réel désir de la part de ces pays, à l'exception peut-être de la Roumanie, d'entrer en pourparlers avec l'Ouest afin d'accroître les échanges commerciaux et les contacts personnels et culturels et de s'entretenir avec les gouvernements occidentaux des affaires internationales.

.../...

CVCE

4/8

www.cvce.eu

SECRET

Le Gouvernement polonais est très préoccupé par la question de l'Europe centrale et par ses relations avec l'Allemagne. Le Secrétaire d'Etat a marqué l'importance que le Gouvernement britannique attache à la réunification de l'Allemagne. Cette doctrine n'est évidemment pas populaire en Pologne. L'idée n'est pas rejetée en théorie, mais les Polonais voient des obstacles à toute proposition de nature à conduire à la réunification de l'Allemagne. L'amélioration des relations entre les pays de l'Europe orientale et la République fédérale est possible, mais ce sera évidemment un lent processus, demandant beaucoup de patience. Lors de sa visite à Londres, M. Peter s'est montré inquiet de la situation au Vietnam. Il semble que plusieurs des petits pays communistes estiment que la solution du problème du Vietnam éliminerait l'un des principaux obstacles à une meilleure compréhension entre l'Union soviétique et l'Occident, et, comme ils sont eux-mêmes désireux d'accroître le contact avec l'Ouest, ils seraient heureux de voir cet obstacle éliminé. De l'avis de M. Stewart, l'Occident doit continuer de saisir toute occasion de contact, tant avec l'Union soviétique qu'avec les pays de l'Europe orientale. Il ne faut pas s'attendre à des changements rapides ou spectaculaires, mais à long terme et avec de la patience, on peut envisager une détente entre l'Est et l'Ouest de l'Europe.

Le PRESIDENT remercie M. Stewart de son intéressante déclaration et donne la parole au représentant de l'Italie.

M. LUPIS désire commenter brièvement les impressions recueillies lors de la récente visite officielle du Président de la République italienne à Varsovie. Cette visite entrait dans le cadre de la politique occidentale actuelle à l'égard des pays de l'Europe orientale. Tous les gouvernements membres estiment que cette politique, débattue déjà à plusieurs reprises, doit viser au développement progressif et prudent des rapports culturels et économiques avec les pays de l'Est, en tirant parti des possibilités limitées offertes par le désir d'indépendance qui peut se manifester dans ces Etats. Cette visite officielle, au cours de laquelle des échanges de vues ont eu lieu sur les principaux problèmes d'actualité, a ainsi fourni l'occasion de s'informer des vues des dirigeants polonais et de comparer leurs positions avec celles du Gouvernement italien.

.../...

SECRET

www.cvce.eu

mais aussi de s'assurer au moins un modeste moyen d'exercer une pression sur ces pays en neutralisant, en cas de crise à Berlin, les restrictions imposées au commerce interzonal. M. Schroeder souligne de nouveau que le commerce interzonal est aux yeux de la République fédérale d'Allemagne un problème non économique, mais politique. Ce commerce constitue un lien utile pour les relations économiques entre les deux parties de l'Allemagne et, dans une certaine mesure, une réassurance pour la sécurité de Berlin; c'est pourquoi le Gouvernement allemand ne se lasse pas d'expliquer sa position en cette matière. C'est sous ce jour qu'il convient de voir les crédits occidentaux et la fourniture à la zone de biens d'équipement occidentaux. Les efforts du Gouvernement méritent d'être appuyés. Le public allemand suit l'évolution de cette question avec une attention toute particulière, et il faut comprendre que certaines susceptibilités se manifestent de temps en temps. Il y a un lien intime entre la conscience qu'a l'Allemagne de faire partie de l'Occident et l'attitude nette de celui-ci dans les questions relatives à la zone d'occupation soviétique. C'est pourquoi le Gouvernement allemand est reconnaissant de la compréhension qui a toujours été manifestée à l'égard des préoccupations allemandes. Cette compréhension est aussi dans l'intérêt d'autres pays alliés, tout comme le sentiment de solidarité de l'Occident dans les questions d'importance capitale est utile pour la sécurité commune des pays occidentaux.

M. HABIB-DELONCLE se propose d'être bref, car ses analyses recoupent dans une grande mesure celles qui viennent d'être faites. En premier lieu, on peut souligner l'importance que revêt pour l'Union soviétique le conflit, maintenant permanent, avec la Chine. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment déduit que l'Union soviétique et les pays européens de l'Est ont de plus en plus conscience de l'importance qu'il convient d'accorder, dans les relations internationales, aux rapports d'Etat à Etat, aux dépens de ce qui fut peut-être, pendant les décennies précédentes, une vision plus idéologique des choses. La Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie recouvrent la perception des intérêts nationaux, souvent liés, mais pas toujours, aux intérêts soviétiques, et à cet égard il semble que l'évolution la plus complète soit celle de la Roumanie, qui n'hésite pas à invoquer officiellement la notion, également familière au Gouvernement français, d'indépendance nationale.

.../...

CVCE
6/8
www.cvce.eu

La seconde conséquence qu'on peut tirer de l'importance prise par le conflit avec la Chine, c'est que l'on a le sentiment que l'U.R.S.S. serait heureuse de trouver dans une amélioration de ses rapports avec l'Ouest une sorte de contre-assurance, mais qu'elle en est souvent empêchée, soit par la réalité des problèmes, soit par le souci de ne pas donner trop visiblement des armes à la Chine pour dénoncer ces collusions avec ce qu'elle appelle, à tort ou à raison, l'impérialisme. De ce point de vue, il faut attacher une grande importance à la guerre du Vietnam et il convient de penser que tant que cette guerre se poursuivra telle qu'elle est actuellement, même sans parler d'une aggravation possible, les chances de voir reprendre le dégel des relations russo-américaines sont extrêmement réduites, pour ne pas dire nulles.

Sans doute, sur des points particuliers comme l'affaire du Cachemire, Soviétiques et Américains peuvent se retrouver sur des positions similaires, partagées d'ailleurs par les autres membres permanents du Conseil de sécurité, mais cela ne doit pas faire illusion quant aux possibilités de développement des contacts directs. Il n'y a pas lieu non plus d'être très optimiste sur l'issue des conversations sur le désarmement, car là encore tout accord russo-américain excluant la Chine risquerait d'être exploité par cette dernière contre l'U.R.S.S., cependant que tout accord incluant la Chine se heurte à la réalité de la guerre du Vietnam. Mais, d'autre part, on sent qu'il existe en Russie, comme dans tous les pays de l'Est, une certaine inquiétude devant les problèmes de réarmement, notamment du réarmement nucléaire, et la délégation française ne peut que confirmer ce qui a déjà été dit sur l'hostilité fondamentale de ces pays vis-à-vis de formules telles que celles de la force nucléaire multilatérale ou de la force nucléaire atlantique. Elle est également d'accord sur le fait qu'aucune évolution ne se dessine en ce qui concerne la politique de ces pays vis-à-vis de l'Allemagne. Comme la Grande-Bretagne et l'Italie, la France a maintenu ses positions sur la réunification de l'Allemagne et la non-reconnaissance du régime de Pankow.

Un autre point paraît intéressant à souligner : dans son souci de dialogue avec l'Occident et dans l'impossibilité où elle est de poursuivre très loin ce dialogue avec les Etats-Unis, l'Union soviétique recherche plus volontiers le contact avec d'autres pays occidentaux, et non seulement elle le recherche pour elle-même mais elle accepte de meilleur coeur que les pays que l'on nommait précédemment ses satellites fassent de même. Il y a là une évolution notable, qui contraste avec ce qui pouvait exister ne serait-ce que dans le courant de l'année dernière. Pour le reste, les documents officiels publiés à l'issue des différentes rencontres reflètent suffisamment bien ce qui s'y est dit pour qu'il n'y ait pas lieu d'insister.

.../...

www.cvce.eu

En conclusion, M. Habib-Deloncle estime que l'on est entré dans une phase d'évolution, ce qui est un progrès par rapport à l'ancien immobilisme de la politique des gouvernements des pays de l'Est. Dans la mesure où cette évolution peut contribuer à une normalisation des rapports entre Etats de l'Est et de l'Ouest du continent européen et à l'instauration de meilleures relations entre eux, il faut la considérer avec intérêt et même avec un certain optimisme.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant des Pays-Bas, fait observer qu'un fait nouveau s'est produit depuis la dernière réunion du Conseil : la perte d'influence très nette de la Chine sur l'échiquier international, ce qui a eu pour conséquence une certaine amélioration des positions soviétiques, comme on a pu le voir récemment à Alger. En ce qui concerne l'U.R.S.S., contrairement à ce qui s'était passé après la mort de Staline, aucune fissure ne s'est manifestée, après plus d'une année, dans le groupe au pouvoir. M. Brejnev semble occuper la première place et sa position de secrétaire général du parti communiste lui confère un certain ascendant. Comme on l'a souligné, et la délégation néerlandaise en est pleinement d'accord, l'U.R.S.S. se trouve, dans ses rapports avec les pays européens et avec les Etats-Unis, gênée par la guerre au Vietnam. Il semble bien clair qu'elle ne veut aucunement entrer en conflit avec les Etats-Unis, mais compte tenu des répercussions de son attitude dans les autres pays communistes et dans l'ensemble des partis communistes, elle se doit de soutenir, tout au moins verbalement, Hanoï. Le danger de guerre paraît donc s'être déplacé de l'Europe vers l'Extrême-Orient. Les Pays-Bas espèrent que les efforts des Etats-Unis suffiront pour permettre que s'établissent au Vietnam des conditions pouvant engendrer une solution honorable, car une victoire du Nord-Vietnam serait extrêmement grave. Toutefois, ainsi qu'il apparaît clairement des propos tenus par les dirigeants soviétiques à M. Harriman lors de sa visite en U.R.S.S., il ne semble pas que la Russie soit en mesure d'influencer la Chine dans le sens d'une certaine modération ou d'une paix négociée.

Enfin, M. Luns voudrait souligner qu'en ce qui concerne l'Europe, les Pays-Bas ne voient guère la possibilité d'une véritable détente entre les pays de l'Occident et la Russie tant que la division de l'Allemagne reste ce qu'elle est actuellement. Il semble qu'une certaine liberté de manoeuvre se manifeste non seulement dans des pays tels que la Roumanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, mais aussi à l'intérieur du régime de Pankow. Néanmoins, la solution du problème de la division de l'Allemagne sur la base du droit à l'autodétermination reste décisive et, sur ce point, le Gouvernement néerlandais partage entièrement les vues qui ont été exposées par les représentants de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni.

.../...

CVCE

8/8

www.cvce.eu